

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 3609

[2006/202862]

20 JUILLET 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création du service social des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, à l'exception du Commissariat général aux Relations internationales

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment l'article 13, modifié par la loi du 19 juillet 1983 et par la loi du 5 juin 2004;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de formation en cours de carrière;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé : « O.N.E. »;

Vu le décret du 27 février 2003 sur la Radiodiffusion;

Vu l'arrêté royal du 29 août 1985 déterminant les réglementations de base au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment l'article 7;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 décembre 2005;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions, donné le 9 décembre 2005;

Vu l'accord du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions, donné le 18 novembre 2005;

Vu le protocole n^o 337 du Comité de Secteur XVII, conclu le 10 février 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n^o 40.463/2, donné le 7 juin 2006, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 20 juillet 2006,

Arrête :

Article 1^{er}. Un service social est créé au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII à l'exception du Commissariat général aux Relations internationales, ci-après appelés « services et organismes concernés ».

Ce service social relève de la compétence du Ministre de la Fonction publique, ci-après appelé « le Ministre », qui en arrête l'organisation et le fonctionnement.

Art. 2. Les activités du service social incluent notamment :

A) au plan individuel :

1^o l'aide individuelle sur les plans social, psychologique, juridique et matériel;

2^o l'aide financière en cas de maladie, d'intervention chirurgicale, de cure ou de placement prescrit pour des raisons médicales, surtout quand les traitements sont coûteux et prolongés;

3^o l'aide financière particulière en faveur des non-valides;

4^o l'octroi d'aides financières récupérables pour faire face à des situations exceptionnelles;

5^o l'intervention, à titre d'avance, lors du non paiement des sommes dues, telles que traitement, salaire, pension, indemnités, allocation ...;

6^o l'octroi de cadeaux de circonstances;

7^o l'affiliation à une assurance collective soins de santé.

B) au plan collectif :

1^o la consultation sociale pour des questions qui ne sont pas en rapport direct avec l'administration;

2^o la gestion en direct ou en participation de restaurants et de cafétérias;

3^o la promotion d'activités culturelles, sportives et de loisirs;

4^o l'organisation de garderies et de vacances;

5^o la préparation à la retraite de futurs pensionnés.

Art. 3. A condition qu'ils ne bénéficient pas d'avantages accordés par un autre service social, les bénéficiaires du service social sont :

1^o les membres du personnel et des cabinets ministériels des Ministres du Gouvernement de la Communauté française qui, à quelque titre que ce soit, prestent leurs services dans les services et organismes concernés, pour autant qu'ils soient en service sans discontinuité depuis six mois et qu'ils exercent leurs fonctions à 50 % au moins de la durée normale des prestations. Ces deux conditions ne sont pas requises pour l'application de l'article 2, A), 5^o et 7^o;

2^o les agents admis à la retraite;

3^o les membres du personnel non statutaires retraités, ayant presté leurs trois dernières années dans les services et organismes concernés;

4° les personnes qui sont à charge de celles reprises sous les points 1° à 3°, en ce compris la personne avec laquelle le bénéficiaire vit maritalement et l'enfant habitant sous le même toit ou pour lequel un entretien est assuré;

5° les veufs, veuves et, pour les périodes pendant lesquelles ils seraient normalement restés à leur charge, les orphelins des personnes qui sont reprises sous les points 1° à 3°.

Les personnes bénéficiaires s'adressent directement au service social.

Sur proposition du conseil d'administration et après avis des représentants du Ministre, le Gouvernement peut définir d'autres catégories de bénéficiaires.

Art. 4. Le Ministre peut confier à une association sans but lucratif agréée par lui, la détermination des politiques sociales et l'administration de tout ou partie des activités du service social. Cette association pourra, dans ce but, être subventionnée dans les limites des crédits prévus à cet effet au budget des services et organismes concernés.

La quote-part des services et organismes concernés est fixée, proportionnellement au nombre de membres du personnel actifs et retraités, tenant compte de ce nombre à la date du 30 juin précédant l'exercice budgétaire considéré et du montant du budget des dépenses de l'association, tel qu'il est arrêté par son conseil d'administration, dans les limites des crédits de référence prévus à cet effet au budget du Ministère de la Communauté française.

L'association sans but lucratif agréée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté reçoit un nouvel agrément du Ministre dès l'instant où, dans sa nouvelle composition, elle lui aura notifié de nouveaux statuts conformes à l'article 5 du présent arrêté.

Aussi longtemps que la procédure visée à l'alinéa précédent n'aura pas été mise en œuvre, la même association sans but lucratif peut poursuivre ses activités sociales aux conditions réglementaires antérieurement applicables.

Art. 5. Pour être agréée, l'association sans but lucratif doit être dotée de statuts qui prévoient :

1° l'admission en tant que membres associés composant l'assemblée générale d'un maximum de 75 personnes appartenant aux catégories reprises sous les points 1°, 2° et 3° de l'article 3 à l'exclusion de toute autre, et mandatées à part égale par chacune des 3 organisations syndicales représentatives au sein du Comité de négociation du Secteur XVII. Chaque organisation syndicale représentative assure, au sein de l'assemblée générale, une représentation de l'ensemble des services et organismes concernés;

2° un objet social conforme au prescrit de l'article 2;

3° un conseil d'administration composé d'un maximum de 18 membres désignés à part égale par chacune des 3 organisations syndicales représentatives au sein du Comité de négociation du Secteur XVII parmi les membres associés. Chaque organisation syndicale représentative assure, au sein du conseil d'administration, une représentation de l'ensemble des services et organismes concernés;

4° la présence de deux représentants désignés par le Ministre et du fonctionnaire délégué visé à l'article 10, § 2, alinéa 4 qui assistent de plein droit, avec voix consultative, aux réunions de l'assemblée générale, du conseil d'administration, des groupes de travail et commissions et dont les compétences sont celles figurant respectivement aux articles 8 et 10, § 2.

5° la production annuelle d'un budget et de comptes dans des formes préalablement approuvées par les représentants dont question à l'alinéa précédent et reprenant l'origine et l'affectation, strictement limitée à son objet social, de toutes les ressources à disposition de l'association;

6° le contrôle de son budget et de ses comptes par les représentants désignés par le Ministre dont question au point 4, lesquels ont la faculté de consulter tout document sur place et de recevoir toute information détenue par ou pour le compte de l'association;

7° le rapport écrit du travailleur social préalablement à toute décision relative à des cas individuels dont il est question au point A de l'article 2, à l'exception des 6° et 7°. Ce rapport est nécessairement rédigé en des termes qui, dans la perspective de la délibération que doit prendre le conseil d'administration, préservent l'anonymat du demandeur;

8° la constitution d'une instance exécutive;

9° l'établissement d'un règlement d'ordre intérieur.

Art. 6. L'association sans but lucratif agréée soumettra au Ministre avant le 15 avril de chaque année un rapport moral et financier relatif à l'exercice écoulé.

Art. 7. L'association sans but lucratif agréée est tenue d'obtenir l'accord du Ministre préalablement à l'organisation de tombolas, de ventes d'insignes ou de toute action destinée à procurer des ressources exceptionnelles et à l'acceptation de dons et legs.

Art. 8. Les activités de l'association sans but lucratif agréée sont contrôlées par les deux représentants désignés par le Ministre parmi les agents des services et organismes concernés titulaires d'un grade de rang 15 au moins ou parmi les membres de l'Inspection des Finances attachés à la Communauté française

Leur compétence est une fonction de contrôle de gestion ainsi que du budget et des comptes de l'association.

Sans préjudice de leur droit de recours auprès du Ministre, ils ne peuvent donner d'instructions, ni empêcher l'exécution de décisions régulièrement prises.

Ils ne peuvent être membres associés.

Ils peuvent exercer séparément leur droit d'information ou de contrôle sur place mais doivent approuver collégialement les comptes en fin d'exercice.

Ils peuvent, chacun pour ce qui le concerne, solliciter ponctuellement l'assistance d'un membre du personnel relevant des services et organismes concernés, moyennant l'accord préalable de l'autorité administrative dont ces membres du personnel relèvent.

Ils ont compétence :

1° pour participer avec voix consultative à toute réunion de l'assemblée générale et du conseil d'administration ainsi qu'à toute réunion organisée par le service social;

2° pour provoquer la réunion du conseil d'administration ou de l'assemblée générale;

3° pour donner un avis sur toute demande du Ministre relative au fonctionnement du service social;

4° pour suspendre, par la voie d'une lettre recommandée envoyée au président de l'association sans but lucratif avec copie aux vice-présidents, dans les cinq jours francs de la décision, toute mesure qu'ils estiment contraaires à l'intérêt général, le cas échéant, compte tenu de l'avis préalable formulé par le fonctionnaire délégué en application de l'article 10, aux lois, décrets ou règlements, ou aux statuts de l'association sans but lucratif agréée.

Les motifs sont communiqués au Ministre, aux président et vice-présidents de l'association.

Si le Ministre n'annule pas la mesure ou s'il n'a pas statué dans les quinze jours de la notification de la suspension, la décision est exécutoire.

Les représentants du Ministre peuvent prendre connaissance sur place de toutes les pièces relatives à la gestion de l'association.

Art. 9. Le Ministre peut, à tout moment, par une décision motivée sur rapport de ses représentants, retirer l'agrément, si l'association sans but lucratif manque à ses engagements ou ne respecte pas les dispositions du présent arrêté.

Art. 10. § 1^{er}. Le personnel nécessaire à la réalisation des activités du service social est mis à disposition d'un service créé au sein du Secrétariat général du Ministère de la Communauté française et dirigé par un fonctionnaire délégué. Un organigramme de ce service mentionnant le personnel nécessaire à l'accomplissement de ses missions, l'effectif en place, sa structure et son organisation est fixé par le Gouvernement sur proposition des représentants désignés par le Ministre en application de l'article 8 qui agissent en concertation avec l'instance exécutive de l'association et avec le fonctionnaire délégué.

Sans préjudice de la tenue du dossier fonctionnel par le service dirigé par le fonctionnaire délégué, le dossier administratif de chaque membre de ce personnel est géré par le service ou l'organisme dont il est originaire.

Le service ou l'organisme dont émane le membre du personnel mis à disposition assure à ce membre du personnel, lorsqu'il est statutaire, une position dans son cadre qui lui maintient ses perspectives de carrière.

Pendant leur mise à disposition, ces membres du personnel relèvent de l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du fonctionnaire délégué qui assume la direction du service visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le fonctionnaire délégué visé au paragraphe précédent veille à ce que les activités du service social assumées par le service qu'il dirige soient conformes aux décisions de l'association sans but lucratif.

Lorsque le fonctionnaire délégué considère qu'un point discuté lors d'une réunion d'un des organes de l'association est susceptible d'avoir un impact nouveau sur l'activité fonctionnelle du service qu'il dirige, le fonctionnaire délégué peut reporter à la plus prochaine réunion de l'organe la décision sur ce point dans le but de remettre, aux membres de l'organe visé, un avis écrit d'impact de ce point sur l'activité fonctionnelle du service.

Le fonctionnaire délégué dispose, selon des modalités qu'il fixe par acte préalable établi en accord avec les représentants du Ministre, de la faculté de subdéléguer aux membres du personnel mis à disposition du service qu'il dirige, sa capacité à correspondre fonctionnellement avec les organes et instance exécutive de l'association sans but lucratif.

L'acte préalable visé à l'alinéa précédent est notifié aux membres du personnel mis à disposition, au conseil d'administration de l'association sans but lucratif, aux représentants du Ministre ainsi qu'aux services et organismes concernés.

Le fonctionnaire délégué est un agent statutaire de rang 12 et sa rémunération est à charge du service ou de l'organisme dont il émane. Il relève de l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Secrétaire général du Ministère de la Communauté française.

§ 3. Le fonctionnaire délégué visé au paragraphe précédent, les représentants du Ministre désignés en application de l'article 8 et l'instance exécutive prennent tous les contacts utiles à l'exercice respectif de leurs missions.

§ 4. Les président et vice-présidents du conseil d'administration de l'association sans but lucratif bénéficient de plein droit, au sein du service dans lequel ils sont administrativement affectés, des dispenses de service nécessaires à l'accomplissement plein et entier de leur mandat.

Art. 11. Sans préjudice de l'article 4, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 mars 1997 portant création du service social des Services du Gouvernement de la Communauté française est abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juillet 2006.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,
Mme M. ARENA

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre du Budget et des Finances,
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,
Cl. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 3609

[2006/202862]

20 JULI 2006. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende oprichting van de sociale dienst van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector) en van de instellingen van openbaar nut ressorterend onder het Comité van Sector XVII, met uitzondering van het "Commissariat général aux Relations internationales" (Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschap)

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, inzonderheid op artikel 13, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1983 en bij de wet van 5 juni 2004;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC);

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort: "ONE";

Gelet op het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 2, § 1, 1^o, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 december 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van 9 december 2005 van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort;

Gelet op de akkoordbevinding van 18 november 2005 van de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren;

Gelet op het protocol nr. 337 van het comité van Sector XVII, gesloten op 10 februari 2006;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 40.463/2, gegeven op 7 juni 2006, bij toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 20 juli 2006,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt een sociale dienst opgericht binnen de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector) en van de instellingen van openbaar nut ressorterend onder het Comité van Sector XVII, met uitzondering van het "Commissariat général aux Relations internationales" (Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschap), hierna "betrokken diensten en instellingen" genoemd.

Die sociale dienst behoort tot de bevoegdheid van de Minister van ambtenarenzaken, hierna "de Minister" genoemd, die er de organisatie en de werking van vaststelt.

Art. 2. De activiteiten van de sociale dienst hebben inzonderheid betrekking op :

A) op individueel vlak :

1^o de individuele hulpverlening op sociaal, psychologisch, juridisch en materieel vlak;

2^o de financiële steun bij ziekte, chirurgische ingreep, kuur of plaatsing voorgeschreven om medische redenen, vooral wanneer de behandeling duur en langdurig is;

3^o de bijzondere financiële steun ten gunste van minder-validen;

4^o de toekenning van terugvorderbare financiële steunmiddelen om uitzonderlijke toestanden te regelen;

5^o de tegemoetkoming, bij wijze van voorschotten, bij niet betaling van de verschuldigde bedragen, zoals een wedde, een loon, een pensioen, vergoedingen, een toelage ...;

6^o de toekenning van gelegenheidsgeschenken;

7^o het sluiten van een collectieve verzekering voor gezondheidszorg.

B) op collectief vlak :

1^o de sociale raadpleging voor vraagstukken die geen rechtstreeks verband hebben met de administratie;

2^o het beheer in direct verband of in participatieverband van restaurants en cafetaria's;

3^o de bevordering van culturele, sport- en vrijetijdsbestedingsactiviteiten;

4^o de organisatie van kinderbewaring en vakantie;

5^o de voorbereiding op de inruststelling van aanstaande gepensioneerden.

Art. 3. Op voorwaarde dat ze geen voordelen genieten die door een andere sociale dienst worden verleend, zijn de begunstigden van de sociale dienst :

1° de leden van het personeel en van de ministeriële kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap die, in welke hoedanigheid dan ook, hun diensten presteren in de betrokken diensten en instellingen, voor zover ze ononderbroken sedert zes maanden in dienst zijn en ze hun ambt tot beloop van ten minste 50 % van de normale duur van de prestaties uitoefenen. Die twee voorwaarden zijn niet vereist voor de toepassing van artikel 2, A), 5° en 7°;

2° de in ruste gestelde ambtenaren;

3° de in ruste gestelde niet statutaire personeelsleden die hun laatste drie jaar in de betrokken diensten en instellingen hebben gepresteerd;

4° de personen die ten laste zijn van deze die in de punten 1° tot 3° vermeld zijn, met inbegrip van de persoon waarmee de begunstigde samenleeft en van het kind dat in dezelfde woning leeft of waarvoor een onderhoud wordt gegeven;

5° de weduwnaars, weduwen en, voor de perioden gedurende welke ze normaal tot hun last zouden zijn gebleven, de wezen van de personen vermeld in de punten 1° tot 3°.

De begunstigden wenden zich rechtstreeks tot de sociale dienst.

Op de voordracht van de raad van bestuur en na advies van de vertegenwoordigers van de Minister, kan de Regering andere categorieën van begunstigden bepalen.

Art. 4. De Minister kan een vereniging zonder winstoogmerk die door hem is erkend, opdracht geven het sociaal beleid te bepalen en het geheel of een deel van de activiteiten van de sociale dienst te bepalen. Die vereniging zal, met dat doel, kunnen worden gesubsidieerd binnen de perken van de kredieten die daartoe worden uitgetrokken op de begroting van de betrokken diensten en instellingen.

Het aandeel van de betrokken diensten en instellingen wordt vastgesteld in verhouding tot het aantal personeelsleden die in actieve dienst of in ruste gesteld zijn, waarbij rekening wordt gehouden met dat aantal op de datum van 30 juni voorafgaand aan het betrokken begrotingsjaar en met het bedrag van de uitgavenbegroting van de vereniging, zoals dit door haar raad van bestuur wordt vastgesteld, binnen de perken van de referentiekredieten die daartoe in de begroting van het ministerie van de Franse Gemeenschap ingeschreven zijn.

De vereniging zonder winstoogmerk die vóór de inwerkingtreding van dit besluit erkend is, krijgt een nieuwe erkenning van de Minister zodra ze, in haar nieuwe samenstelling, hem nieuwe statuten zal hebben meegedeeld die in overeenstemming met artikel 5 van dit besluit zijn.

Zolang de procedure bedoeld in het vorige lid niet zal zijn toegepast, zal dezelfde vereniging zonder winstoogmerk haar sociale activiteiten kunnen voortzetten onder de vroeger geldende reglementaire voorwaarden.

Art. 5. Om erkend te worden, moet de vereniging zonder winstoogmerk statuten hebben die voorzien in :

1° de toelating, als lid van de algemene vergadering, van hoogstens 75 personen die behoren tot de categorieën vermeld onder de punten 1°, 2° en 3° van artikel 3, met uitsluiting van elke andere, en die in dezelfde verhouding gemachtigd worden door de 3 representatieve vakorganisaties binnen het onderhandelingscomité van sector XVII. Elke representatieve vakorganisatie zorgt, binnen de algemene vergadering, voor een vertegenwoordiging van het geheel van de betrokken diensten en instellingen;

2° een maatschappelijk doel dat in overeenstemming is met de bepalingen van artikel 2;

3° een raad van bestuur, samengesteld uit maximaal 18 leden die in gelijke verhouding aangesteld worden door elk van de 3 representatieve vakorganisaties binnen het onderhandelingscomité van Sector XVII onder de leden die daarvan deel uitmaken. Elke representatieve vakorganisatie zorgt, binnen de raad van bestuur, voor de vertegenwoordiging van het geheel van de betrokken diensten en instellingen;

4° de aanwezigheid van twee vertegenwoordigers die worden aangesteld door de minister en de afgevaardigde ambtenaar bedoeld in artikel 10, § 2, vierde lid, die, met adviserende stem de zittingen van de algemene vergadering, van de raad van bestuur, van de werkgroepen en commissies van rechtswege bijwonen, waarvan de bevoegdheden deze zijn die respectief in de artikelen 8 en 10, § 2, bijwonen.

5° het jaarlijks voorleggen van een begroting en rekeningen in vormen die vooraf werden goedgekeurd door de vertegenwoordigers bedoeld in het vorige lid, met vermelding van de oorsprong en de bestemming, die strikt tot haar maatschappelijk doel beperkt is, van alle geldmiddelen die ter beschikking van de vereniging gesteld zijn;

6° het toezicht op haar begroting en haar rekeningen door de vertegenwoordigers die werden aangesteld door de minister bedoeld in punt 4, die elk document ter plaatse kunnen raadplegen en elke informatie kunnen verkrijgen die door de vereniging of voor rekening van de vereniging wordt gehouden;

7° het schriftelijk verslag van de maatschappelijk werker, voorafgaand aan elke beslissing betreffende individuele gevallen waarvan sprake in punt A van artikel 2, met uitzondering van de punten 6° en 7°. Dit verslag moet opgesteld worden in bewoordingen die, met het oog op de beraadslaging van de raad van bestuur, de anonimiteit van de aanvrager waarborgen;

8° de oprichting van een uitvoerende instantie;

9° het vaststellen van een huishoudelijk reglement.

Art. 6. De erkende vereniging zonder winstoogmerk zal de Minister vóór 15 april van elk jaar een moreel en financieel verslag in verband met het afgelopen dienstjaar voorleggen.

Art. 7. De erkende vereniging zonder winstoogmerk is ertoe gehouden de toestemming van de Minister te verkrijgen vóór de organisatie van tombola's, de verkoop van onderscheidingstekens of van elke actie bestemd om uitzonderlijke geldmiddelen te vinden, en vóór de aanvaarding van giften en legaten.

Art. 8. Het toezicht op de activiteiten van de vereniging zonder winstoogmerk wordt uitgeoefend door de twee vertegenwoordigers aangesteld door de Minister onder de ambtenaren van de betrokken diensten en instellingen die titularis zijn van een graad van ten minste rang 15 of onder de leden van de Inspectie van Financiën die bij de Franse Gemeenschap gedetacheerd zijn.

Ze zijn bevoegd om toezicht uit te oefenen op het beheer alsook op de begroting en rekeningen van de vereniging.

Onverminderd hun recht een beroep in te dienen bij de minister, kunnen ze geen onderrichtingen geven, noch de uitvoering van regelmatig genomen beslissingen verhinderen.

Ze mogen geen lid van de vereniging zijn.

Ze kunnen hun recht op informatie of het toezicht ter plaatse afzonderlijk uitoefenen, maar ze moeten de eindrekeningen van het dienstjaar collegiaal goedkeuren.

Ze kunnen, elk afzonderlijk, de steun van een lid van het personeel dat ressorteert onder de betrokken diensten en instellingen aanvragen, met de voorafgaande toestemming van de administratieve overheid waaronder die personeelsleden ressorteren.

Ze zijn bevoegd :

1° om met raadgevende stem elke zitting van de algemene vergadering en van de raad van bestuur alsook elke zitting die door de sociale dienst wordt georganiseerd, bij te wonen;

2° om de raad van bestuur of de algemene vergadering bijeen te roepen;

3° om een advies te verstrekken over elke vraag van de minister betreffende de werking van de sociale dienst;

4° om, bij een aan de voorzitter van de vereniging zonder winstoogmerk toegestuurd aangetekend schrijven met afschrift aan de ondervoorzitters, binnen een termijn van vijf volle dagen na de beslissing, elke maatregel te schorsen die ze in strijd met het algemeen belang achten, in voorkomend geval, rekening houdend met het voorafgaande advies, door de afgevaardigde ambtenaar bij toepassing van artikel 10 uitgebracht over de wetten, decreten of verordeningen, of over de statuten van de erkende vereniging zonder winstoogmerk.

De redenen worden meegedeeld aan de Minister, de voorzitter en ondervoorzitters van de vereniging.

Indien de Minister de maatregel niet vernietigt, of indien hij geen beslissing heeft genomen binnen de veertien dagen na de kennisgeving van de schorsing, wordt de beslissing uitvoerbaar.

De vertegenwoordigers van de Ministers kunnen ter plaatse inzage krijgen van alle stukken in verband met het beheer van de vereniging.

Art. 9. De Minister kan, te allen tijde, bij een met redenen omklede beslissing, op grond van het verslag van zijn vertegenwoordigers, de erkenning intrekken, indien de vereniging zonder winstoogmerk haar verbintenissen niet nakomt of de bepalingen van dit besluit niet naleeft.

Art. 10. § 1. Het personeel dat nodig is voor de uitvoering van de activiteiten van de sociale dienst wordt ter beschikking gesteld van een dienst die opgericht is binnen het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en die onder leiding van een afgevaardigde ambtenaar staat. Een organogram van deze dienst, houdende vermelding van het personeel dat nodig is voor de uitvoering van zijn opdrachten, de aanwezige personeelssterkte, zijn structuur en zijn organisatie, wordt door de Regering vastgesteld op voorstel van de vertegenwoordigers, aangesteld door de Minister bij toepassing van artikel 8, die handelen in overleg met de uitvoerende instantie van de vereniging en met de afgevaardigde ambtenaar.

Onverminderd het bijhouden van een functioneel dossier door de dienst die onder leiding van de afgevaardigde ambtenaar staat, wordt het administratief dossier van elk lid van dat personeel beheerd door de dienst of de instelling waartoe het behoort.

De dienst of de instelling waartoe het ter beschikking gesteld personeel behoort, waarborgt voor dat personeelslid, als het statutair is, een positie in zijn personeelsformatie, waardoor het zijn loopbaanperspectieven behoudt.

Gedurende hun terbeschikkingstelling, ressorteren die personeelsleden onder het hiërarchische en functionele gezag van de afgevaardigde ambtenaar, die de leiding van de dienst bedoeld in het eerste lid heeft.

§ 2. De in de vorige paragraaf bedoelde afgevaardigde ambtenaar zorgt ervoor dat de activiteiten van de sociale dienst die worden uitgevoerd door de dienst die onder zijn leiding staat in overeenstemming met de beslissingen van de vereniging zonder winstoogmerk zijn.

Wanneer de afgevaardigde ambtenaar van mening is dat een punt dat tijdens een vergadering van één van de organen van de vereniging besproken wordt, nieuwe gevolgen kan hebben op de functionele activiteit van de dienst die onder zijn leiding staat, kan hij de beslissing over dat punt naar de eerstvolgende vergadering van het beslissingsorgaan verschuiven met het oog op het uitbrengen, aan de leden van het bedoelde orgaan, van een schriftelijk advies over de gevolgen van dat punt op de functionele activiteit van de dienst.

De afgevaardigde ambtenaar beschikt, volgens regels die door hem nader te bepalen zijn bij een voorafgaande akte die met de instemming van de vertegenwoordigers van de Minister wordt vastgesteld, over de mogelijkheid om de personeelsleden die ter beschikking worden gesteld van de dienst die onder zijn leiding staat, zijn bevoegdheid te delegeren om functionele contacten te hebben met de organen en de uitvoerende instantie van de vereniging zonder winstoogmerk.

Van de in het vorige lid bedoelde voorafgaande akte wordt kennis gegeven aan de hem ter beschikking gestelde personeelsleden, aan de raad van bestuur van de vereniging zonder winstoogmerk, aan de vertegenwoordigers van de minister alsook aan de betrokken diensten en instellingen.

De afgevaardigde ambtenaar is een statutaire ambtenaar van rang 12, en zijn bezoldiging is ten laste van de dienst of de instelling waartoe hij behoort. Hij staat onder het hiërarchische en functionele gezag van de secretaris-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap.

§ 3. De in de vorige paragraaf bedoelde afgevaardigde ambtenaar, de vertegenwoordigers van de minister die met toepassing van artikel 8 worden aangesteld en de uitvoerende instantie nemen alle contacten die nuttig zijn voor de uitoefening van hun respectieve opdrachten.

§ 4. De voorzitter en ondervoorzitters van de raad van bestuur van de vereniging zonder winstoogmerk genieten van rechtswege, binnen de dienst waarvoor ze administratief aangewezen zijn, de dienstvrijstellingen die noodzakelijk zijn voor de volle uitoefening van hun mandaat.

Art. 11. Onverminderd artikel 4, wordt het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 maart 1997 houdende oprichting van de sociale dienst van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap opgeheven op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 13. De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 juli 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek
en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 2006 — 3610

[C – 2006/33077]

26. JUNI 2006 — Dekret zur Zustimmung zum Zusammenarbeitsabkommen Zwischen dem Staat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Errichtung einer Nationalen Kommission für die Rechte des Kindes, Unterzeichnet in Brüssel am 16. September 2005 (1)

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Einzigster Artikel — Dem Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Staat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Errichtung einer nationalen Kommission für die Rechte des Kindes, unterzeichnet in Brüssel am 16. September 2005, wird zugestimmt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgisches Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Eupen, den 26. Juni 2006

K.-H. LAMBERTZ

Ministerpräsident der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
Minister für lokale Behörden

B. GENTGES

Vize-Ministerpräsident der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
Minister für Ausbildung und Beschäftigung, Soziales und Tourismus

O. PAASCH

Minister für Unterricht und wissenschaftliche Forschung

I. WEYKMANS

Ministerin für Kultur und Medien, Denkmalschutz, Jugend und Sport

Fußnoten

(1) Sitzung 2005-2006

Dokumente des Parlamentes: 58 (2005-2006) Nr. 1: Dekretentwurf 58 (2005-2006) Nr. 2: Bericht
Ausführlicher Bericht: Diskussion und Abstimmung – Sitzung vom 26. Juni 2006